

FORUM



**AU CŒUR
DES TERRITOIRES**



ENTRETIEN AVEC
DANIEL BÉHAR,
GÉOGRAPHE, PROFESSEUR
À L'ÉCOLE D'URBANISME DE PARIS

LES TERRITOIRES UN MODÈLE EN MUTATION

Professeur, auteur de publications sur la fracture territoriale, Daniel Béhar a longtemps travaillé sur la politique de l'habitat et la politique de la ville ♦ Aujourd'hui, il intervient sur les enjeux du développement local, de la cohésion et de la gouvernance territoriale ♦ Il nous livre son analyse des territoires en France, de ses mutations et des conséquences pour leurs populations ♦



Comment définiriez-vous la notion de territoire ?

DANIEL BÉHAR

C'est le rapport ou plus exactement tous les types de rapports (par exemple, la mobilité, l'habitat, le travail, etc.) existant entre un espace physique délimité et une société, qui se l'approprié et s'organise autour de lui. Ce qui me frappe, c'est l'énorme succès de ce terme passé dans le langage commun, qui renvoie à une conception simpliste, archaïque et rétrécie de « l'espace ». Pour l'opinion publique, y compris les hommes politiques, la France des territoires, c'est la France du local, de la proximité, des courtes distances. Ce terme vise à rassurer, à l'heure de la mondialisation croissante. On voit bien que la réalité est plus complexe.

Quelle est précisément cette réalité ?

D.B.

Un bassin de vie, autre manière de désigner un territoire, c'est un périmètre donné dans lequel je vis, j'habite, je travaille, je consomme, j'ai mes loisirs. Or, aujourd'hui, nous observons que ce mode de fonctionnement est en train de s'estomper. Nos vies se déploient dans l'espace davantage sous la forme de l'archipel – différents lieux à différentes échelles – que du bassin. Le monde devient global et soumis à des mutations fortes, les territoires se globalisent à leur tour et se transforment. C'est pourquoi le concept de territoire doit être appréhendé de manière bien plus large.



Cela veut-il dire que l'on ne peut pas catégoriser les territoires ?

D.B.

Non, en effet. Là encore, depuis quelques années, est véhiculée une représentation simpliste : l'opposition entre la France des métropoles et la France périphérique. Cette vision est complètement fautive, comme l'ont montré les résultats du dernier recensement, qui viennent tout juste d'être publiés par l'Insee, en décembre 2017. La première réalité, c'est qu'il y a deux France, celle du quart nord-est, qui se vide car elle subit encore le contrecoup de la désindustrialisation, et celle de l'Ouest et du Sud, beaucoup plus attractive. La deuxième réalité, c'est que, contrairement à une idée reçue, la France rurale se repeuple partout, sauf précisément dans le quart nord-est.

“LES TERRITOIRES CONTRE LA MONDIALISATION ? C'EST POUR LES GÉOGRAPHES UNE VISION FAUSSE. LES TERRITOIRES S'INSCRIVENT DANS LA MONDIALISATION, ILS SONT PRIS DANS UN PROCESSUS DE TRANSFORMATION.”

Pourtant il y a des inégalités qui sont ressenties entre espace urbain et espace rural. À quoi sont-elles dues ?

D.B.

On observe un mouvement qui peut paraître paradoxal : alors qu'il y a diffusion de la population sur les trois quarts du territoire, il y a en même temps concentration de l'emploi dans les grandes métropoles. Résultat : 95 % de la population réside dans une commune sous influence des villes (Insee 2017). C'est précisément cette dichotomie qui génère un sentiment d'abandon et d'inégalité : l'emploi n'est plus là où résident les populations.

Comment dès lors aborder la question des territoires et de leur aménagement ?

D.B.

Dans les années 1960-1970, on parlait d'exode rural, les mouvements étaient à sens unique. Nous avions les communes rurales, les petites villes, les villes moyennes, qui avaient chacune un bassin de vie. Cette image ne fonctionne plus. Aujourd'hui, les mouvements se font dans tous les sens, vers les grandes villes, qui continuent à se densifier, et aussi vers les zones rurales, qui se repeuplent, car il y a aussi des populations qui cherchent des conditions de vie plus agréables, dans des environnements moins contraints. Une ville moyenne par exemple ne se conçoit plus sans son articulation à la métropole, avec des gens qui travaillent à un endroit et habitent à un autre. Nous ne pouvons plus raisonner par strates à la manière des poupées russes, il faut réviser notre manière de voir les choses.

Comment agir, répondre à ces mutations ?

D.B.

Le principal problème est, à mon sens, la dissociation entre l'organisation politique, par circonscriptions, et les modes de vie des gens, plus mobiles. Comment tenir compte des flux de populations ? 40 % des gens en moyenne auront déménagé entre deux élections et ceux qui votent sont souvent ceux qui dorment sur place, sans forcément y vivre. Cette nouvelle réalité impose de changer de paradigme, de ne plus raisonner en termes d'autonomie des territoires. Un territoire ne peut être géré isolément. Il faut penser accessibilité (des services, des emplois), fluidité et sécurité des parcours. Les territoires vont devoir de plus en plus coopérer les uns avec les autres, fonctionner en réseau, créer des alliances, changer d'échelle : penser France, Europe. C'est à cette condition qu'ils pourront être viables et répondre aux attentes de leurs différentes populations.

**“NOUS DEVONS AVOIR
UNE VISION GLOBALE DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
CESSER D'OPPOSER URBAIN/
RURAL, CENTRE/PÉRIPHÉRIE.”**

